

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 348/02

ÉFAI – 020755 – ASA 21/048/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS / DÉTENTION AU SECRET / PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ

INDONÉSIE

Ronald Ramandey (h)
Amelia Kiri (f), son épouse

Londres, le 29 novembre 2002

Ronald Ramandey et son épouse, Amelia Kiri, sont actuellement détenus au siège de la police de Manokwari (Polres Manokwari), dans la province de Papouasie. Selon les informations recueillies, malgré les blessures graves dont elles souffrent, ces deux personnes n'ont pas été autorisées à recevoir des soins médicaux. Ronald Ramandey et Amelia Kiri sont détenus au secret et risquent d'être soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

Au mois de novembre, la police a mené des opérations contre un groupe armé d'opposition dans le sous-district de Wasior, district de Manokwari. Au cours de cette intervention, Ronald Ramandey et Amelia Kiri ont été blessés par balle, avant de se livrer à la police. Ils ont été initialement détenus dans le village de Tandia, sous-district de Wasior, où on leur aurait administré des soins pour traiter leurs blessures.

Le 26 novembre, Ronald Ramandey et Amelia Kiri ont été transférés au siège de la police de la ville de Manokwari, capitale du district du même nom. Depuis leur arrivée dans cet endroit, ils sont détenus au secret et n'ont pas été autorisés à recevoir de soins médicaux, ni à s'entretenir avec un avocat.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces dernières années, des militants – pacifiques ou armés – pour l'indépendance de la Papouasie ont été victimes d'exécutions illégales, de « disparitions » ou d'actes de tortures, ou ont été maintenus en détention sans inculpation.

On estime que, lors des opérations de la police qui ont été menées au cours du deuxième semestre de 2001 dans le sous-district de Wasior, plus de 140 personnes ont été interpellées et victimes d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements. Une personne est morte des suites de tortures pendant sa détention au siège de la police de Manokwari, et, selon certaines sources, au moins sept autres ont été exécutées de façon extrajudiciaire. Vingt-sept individus ont été condamnés à des peines d'emprisonnement à l'issue de procès inéquitables. Ces opérations avaient été engagées en représailles aux attaques qui ont été perpétrées contre des sociétés d'exploitation forestière par des groupes armés non identifiés et au cours desquelles neuf personnes, dont cinq membres des forces de police, ont été tuées.

Les forces de sécurité indonésiennes ont dispersé par la force plusieurs cérémonies de lever du drapeau symbolisant l'indépendance papoue, « *l'Étoile du matin* », dans l'ensemble de la Papouasie. Depuis juillet 1998, au moins 37 personnes ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires dans le cadre de ces opérations. De nombreuses autres ont été blessées, détenues sans inculpation et torturées. Quarante-deux personnes sont actuellement incarcérées dans la prison de Manokwari pour avoir pris part à une cérémonie de lever de drapeau ou à d'autres activités en faveur de l'indépendance de la province. (Veuillez vous reporter à l'Action urgente 344/02, ASA 21/047/02 du 28 novembre 2002).

Des responsables du mouvement civil pour l'indépendance ont également été pris pour cibles, notamment le dirigeant du *Papua Presidium Council* (PPC, Conseil du présidium de Papouasie), Theys Eluay, exécuté de façon extrajudiciaire. Neuf membres du *Komando Pasukan Khusus* (KOPASSUS, commandement des forces spéciales) ont été déclarés suspects dans le cadre de cette affaire. Theys Eluay était l'un des cinq dirigeants du mouvement civil pour l'indépendance poursuivis pour leurs activités politiques pacifiques. Trois ont été acquittés en mars 2002. Quatre autres responsables du mouvement civil pour l'indépendance font actuellement l'objet d'une assignation à résidence dans la ville de Wamena, district de Jayawijaya, après avoir été condamnés à une peine de quatre années d'emprisonnement en décembre 2000. Ces personnes sont considérées comme des prisonniers d'opinion.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Ronald Ramandey et d'Amelia Kiri, détenus au siège de la police de Manokwari dans la province de Papouasie ;

– demandez instamment qu'ils soient autorisés sans délai à bénéficier de soins médicaux, à s'entretenir avec les avocats de leur choix et à prendre contact avec leurs proches ;

– cherchez à obtenir des autorités indonésiennes qu'elles se portent garantes de la sécurité de ces personnes, en veillant notamment à ce qu'elles ne soient pas victimes d'actes de torture ni d'autres violations de leurs droits fondamentaux ;

– exhortez les autorités indonésiennes à libérer ces deux personnes sans conditions, à moins qu'elles ne soient inculpées d'une infraction prévue par la loi.

APPELS À :

Chef de la police de Papouasie :

Insp. Gen. Budi Utomo
Jl. Sam Ratulangie N°8
Jayapura
Papua
Indonésie

Fax : + 62 967 531717 (si une personne décroche, demandez-lui d'allumer le télécopieur : « saya mau kirim fax »)

Télégrammes : Kapolda Papua, Jayapura, Papua, Indonésie

Formule d'appel : *Dear Inspector General*, / Monsieur l'inspecteur général

Chef de la police de Manokwari

Drs. Yohanes Prpto Whiradi
Jl. Bhayangkara NO. 1
Manokwari
Papua
Indonésie

Télégrammes : Kapolres Manokwari, Manokwari, Paua, Indonésie

Formule d'appel : *Dear Sir*, / Monsieur le chef de la police,

COPIES À :

Présidente de la République indonésienne :

Megawati Sukarnoputri
President RI
Istana Merdeka
Jakarta 10110, Indonésie

Fax : 62 21 345 2685 / 62 21 526 8726 / 62 21 345 7782

Télégrammes : President Megawati, Istana Merdeka, Jakarta, Indonésie

Formule d'appel : *Dear President*, / Madame la Présidente de la République,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

PRIERE D'INTERVENIR IMMEDIATEMENT.

APRES LE 10 JANVIER 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*